Un événement caché du débat sur la liberté de l'art

Article rédigé par *Aude de Kerros**, le *14 décembre 2007*

Les artistes signataires du Manifeste L'art c'est la vie rencontrent les fonctionnaires de la Délégation des arts plastiques du ministère de la Culture. C'était au Théâtre du Rond-Point, le 28 novembre.

Compte-rendu du débat.

C'ETAIT IL Y A DIX ANS : la polémique sur l'art contemporain battait son plein, le Délégué des arts plastiques, Jean-François de Canchy, Le Monde et France Culture organisaient à l'École des beaux-arts [1] un débat ... ou plus exactement, le procès public de Jean Clair et Philippe Domecq, deux intellectuels dissidents ayant osé critiquer l'art officiel de l'État français. Le procès fut instruit par des philosophes, professeurs, fonctionnaires, journalistes, et les délinquants furent condamnés sur le champ pour alliance objective avec l'extrême droite , et donnés en pâture à un parterre d'artistes. Contre toute attente, ces derniers huèrent les censeurs et la situation se retourna contre les organisateurs du lynchage.

En guise de représailles, les artistes eurent à subir l'occultation de tout débat public sur l'art pendant dix ans, la complicité aidant des grands médias français.

Le choc des artistes et des fonctionnaires

Dix ans plus tard la situation s'inverse : ce sont les artistes qui convoquent les fonctionnaires de l'art au Théâtre du Rond-Point des Champs-Élysées, ce 28 novembre 2007.

Le jour même ou la Une du Time affiche La Culture française est morte , les concepteurs du manifeste L'Art c'est la vie, réquisitoire contre l'art officiel riche de mille signatures d'artistes, se confrontent aux fonctionnaires de la Délégation des arts plastiques (DAP) du ministère, qu'ils considèrent comme responsables du marasme artistique français. Un réquisitoire qui a particulièrement secoué le monde de la culture pendant la campagne présidentielle du printemps 2007.

Pour que la confrontation puisse se produire, il fallait un intermédiaire et un modérateur. Ce rôle fut joué par la revue Art Absolument (en collaboration avec France Culture et Libération). Cette revue vit de la publicité des institutions, centres d'art contemporain, FIAC, etc. Elle concilie à la fois un point de vue critique, exposé avec beaucoup de clarté par Pascal Amel, son fondateur (avec Teddy Tibi), et la volonté que la rencontre se passe sans heurt. Cela explique toutes les précautions prises pour prévenir tout débordement de la part des artistes.

Deux légitimités s'affrontent : l'État contre les artistes

C'est donc dans un cadre très contrôlé que se déroula cette journée du 28 novembre 2007.

L'assemblée réunissait quelque 160 personnes, sélectionnées par Art Absolument. Parmi les invités, des fonctionnaires de la DAP, quelques artistes signataires triés sur le volet n'ayant droit qu'à une seule question par écrit, le président de la Maison des artistes, Rémy Aron, un observateur discret de l'Élysée, Georges-Marc Benamou, de rares journalistes n'appartenant pas aux grands médias.

Chacune des parties a ses motivations. La DAP et ses partenaires souhaitent calmer le jeu et désamorcer un Manifeste gênant pour une administration menacée de l'intérieur par des réformes, et contestée de l'extérieur par 40 000 artistes hors réseau officiel. Quand aux artistes signataires, ils subissent depuis vingt ans un effondrement du marché de l'art et sa marginalisation à l'international, ils souhaitent sa libéralisation et la cessation d'un dirigisme étatique dans le domaine de la création qui leur est préjudiciable.

L'État, c'est le Réseau

Au cours de cette journée, les spectateurs ont eu la surprise d'assister à quelque chose qui ressemblait plus à

une longue apologie de la politique de la Délégation des arts plastiques, que le monde entier nous envie, par ses dirigeants et créateurs, qu'à un bilan de ses échecs... Cela commença par l'intervention de son délégué, Olivier Kaeppelin, qui écarta les critiques de J.-M. Meurice, reportant les quelques disfonctionnements bien naturels — nul n'est parfait ! — sur les musées, particulièrement Beaubourg, jouant habilement de l'absence d'Alfred Pacquement et d'Alain Seban en voyage à Berlin .

Puis vint une litanie d'éloges de la politique culturelle française.

Claude Mollard raconta avec fierté et émotion sa découverte d'un génie de l'AC Art contemporain [1]) en la personne de Buren. Le rire spontané qui s'empara d'une partie de la salle lui sembla incongru. Le public eut froid dans le dos quand Alain Reinaudo, représentant Cultures France (l'opérateur du ministère pour les échanges internationaux), non content de décrire les ramifications du fantastique réseau bureaucratique existant, fit l'inventaire de toutes les connexions planétaires qu'il projetait encore d'accomplir dans son délire organisationnel....

François Barré fit quand à lui un cours : Comment fonctionne le réseau "État-marchands-collectionneurs-médias-mécènes" ? , supposant sans doute que les artistes l'ignorent. Il fit sentir à son auditoire combien l'État était nécessaire pour protéger les pauvres artistes du cruel marché.

Gilles Fuchs, collectionneur et président de l'ADIAF, fondateur du Prix Marcel-Duchamp, confia combien la symbiose des collectionneurs était parfaite avec l'État.

Pascale Lismonde rejeta avec horreur les enseignements traditionnels de l'histoire de l'art

et du dessin, s'enthousiasmant du formatage des enfants à l'AC de la maternelle à la terminale, jadis financé par un budget de 70 millions d'euros. Cela avait généré quelques subsides aux artistes embauchés.

On eut droit aussi à l'évocation de l'entrée de l'épiscopat français dans le merveilleux réseau de l'AC grâce à l'intervention ravie d'Isabelle Renaud-Chamska. Enfin pour conclure, la directrice de l'ADAGP, Christiane Ramonbordes, voulut finir en apothéose et éblouir les rares véritables artistes présents par un bouquet final en annonçant que Martin Bethenod, directeur de la FIAC, ex délégué de la DAP (toujours le merveilleux réseau !) allait faire des merveilles pour les artistes (à condition d'être bien sages).

La conclusion de cet exposé pédagogique aux artistes était en quelque sorte : Soumettez vous et soyez candidats à la consécration par notre réseau [3].

Le Manifeste L'Art c'est la vie

Le malentendu était total... Le manifeste L'Art c'est la vie contenait des critiques radicales de cette machine mortifère destinée à mettre fonds publics et administration au service d'un réseau international qui fabrique ses cotes principalement à New York, sans aucun effet de retour sur les artistes vivant et travaillant en France [4]. Cette politique engendre par ailleurs, parce qu'elle est d'État en France, une pensée unique, une censure, et une condamnation idéologique sans appel de toute création hors réseau, c'est à dire à 90% de la création de ce pays.

L'instigateur de ce manifeste, Jean-Michel Meurice, a eu à peine le temps de souligner ces faits que Roland Lienhardt [5], avocat spécialisé dans le droit concernant les artistes, a confirmé. Il remarque que la plupart des institutions et pratiques de la DAP sont en marge du droit administratif, du droit de la propriété artistique et du droit commercial concernant les marchés, sans doute en raison de la particularité du genre art contemporain qui fabrique la valeur de ses cotes en réseau sur le principe du délit d'initiés. Peter R. Stern, procureur à Manhattan, déclarait en 2005 à la revue Artnewspaper : Si jamais on appliquait les règles de la Bourse à l'art contemporain, il ne survivrait pas.

Ailleurs qu'en France collectionner de l'AC est une pratique parmi d'autres, de personnes et institutions

privées, dans notre pays le réseau, c'est l'État.

On citera quelques rares et courtes interventions d'artistes : Ernest Pignon a souligné le sectarisme des choix artistiques des inspecteurs de la création (chose que l'Église catholique n'a pas eu l'idée de faire en deux mille ans de commandes d'œuvres d'art !). Fred Forest est venu témoigner d'un fait, publiquement contesté sur France Culture [6] par Olivier Kaeppelin, l'impossibilité de connaître le détail des achats d'art par l'État : combien ? et à qui ?

Enfin Marie Sallantin revint à l'essentiel, in extremis avant la clôture de ce débat encore ajourné, en rappelant l'existence, ignorée des fonctionnaires, d'une création libre et d'une pensée libre en France. Elle a souligné l'urgence de la création d'un lieu ou seraient confrontées les générations, la diversité des tendances, sans exclure la peinture, associant des historiens d'art susceptibles, contrairement aux experts de l'AC, d'une vision en perspective (les projets de Catherine Grenier au Palais de Tokyo ne visant qu'à créer un ghetto de plus de l'AC et de continuer à exclure la peinture, la sculpture et la gravure).

L'Art c'est la vie relayée par la Maison des artistes

Rappelons que le manifeste lancé par cent artistes peintres ou conceptuels fut diffusé par la Maison des artistes, et que mille autres signèrent en l'espace de quelques jours. Rémy Aron, le président de la Maison des artistes, au contact de 40.000 artistes (assujettis ou cotisants), a pointé un fait incontournable : l'extraordinaire diversité de leur création, non reconnue par l'État.

Rémy Aron constate que la politique trentenaire de la DAP fonctionnant en réseau avec l'international a eu pour conséquence de rendre invisible les artistes non cooptés par une institution unique et centralisée [7], qu'ils soient labélisées contemporains où pas [8]. Cette politique a tué tous les autres marchés de l'art et a repoussé les œuvres dans l'obscurité, et les artistes dans la misère. Si l'État a un rôle à jouer c'est plutôt de favoriser un vivier et une diversité de la création plutôt que de financer une écurie et quelques étalons (ce qui est le rôle des galeries), et perturber ainsi le marché par son intervention et ses choix.

Reconquérir l'autonomie de l'art

Face au Réseau , les artistes veulent reconquérir leur autonomie et l'autonomie de l'art. Or cette conquête de la Renaissance est menacée.

L'Europe a connu pendant des siècles un rayonnement artistique et culturel exceptionnel grâce à l'effervescence d'un milieu libre d'artistes, d'écrivains, d'intellectuels et d'amateurs venant du monde entier. La centralité dans la vie sociale de ce milieu hors normes est une constante de son histoire. C'est pourquoi ce milieu existera toujours, visible ou caché, se reconstituera envers et contre tout, d'une façon ou d'une autre, tôt ou tard, et trouvera le biais pour résister à la subversion mercantile et médiatique, doublée en France par une hypertrophie de l'État.

La DAP mène un combat d'arrière-garde, car ce qui a changé entre 1997 et 2007, c'est la reconstitution du milieu des artistes, en partie grâce à l'Internet, mais aussi parce que les conflits entre artistes, dus à un siècle d'instrumentalisation de l'art par le politique, se sont atténués, éliminant une cause de division et d'affaiblissement des artistes face aux marchands et à l'État. Aujourd'hui la critique cultivée de l'AC circule, une pensée différente et diverse s'échange, les artistes reprennent leur destin en main. Le débat contrarié par les grands médias a lieu malgré tout. Il est même devenu une exception française qui fait référence hors des frontières.

L'évènement n'a pas été relayé, sauf par L'Humanité. Libération qui participait à l'organisation du débat a passé l'événement sous silence, Le Monde qui avait fait mention du Manifeste en mai, n'en dit rien. Ne parlons pas des autres médias. La DAP préfère que l'on ne parle pas d'elle alors que des rumeurs de grande réforme imminente courent dans les couloirs du ministère et que l'Elysée prend les choses en main.

*Aude de Kerros est peintre graveur.

Dernier ouvrage paru :

L'Art caché – Les dissidents de l'art contemporain, éditions Eyrolles, octobre 2007.

Pour en savoir plus : Aude de Kerros, Polémique : le débat caché sur l'art officiel refait surface, Décryptage, 16 mai 2007.

Le manifeste

L'Art c'est la vie

[1] Colloque (mai 1997) dont les accusateurs sont Jean Cueff, Catherine Millet, Philippe Dagun, Thierry de Duve, etc.

[2] Acronyme proposé par Christine Sourgins pour désigner l'idéologie de l'art contemporain , in Les Mirages de l'Art contemporain, Ed. La Table Ronde, 2005.

[3] L'État joue tous les rôles à la fois. Par l'intermédiaire de la Délégation des arts plastiques, il est le maître des institutions qui consacrent l'AC, il est le principal collectionneur, diffuseur, formateur des artistes et du public, fabriquant du discours sur l'art, etc.

[4] Plus de la moitié des achats d'œuvres d'art sont faits, avec l'argent public, à des galeries à l'étranger (principalement New York), créations d'artistes ne vivant pas et ne travaillant pas en France.

[5] Voir le site Nodula.com

[6] Emission du Grain à Moudre , rencontre entre O. Kaeppelin, Christine Sourgins et Jean Clair, novembre 2007.

[7] Ce qui n'est pas le cas hors de France. Les composantes du réseau de l'art contemporain sont, sauf exception, des personnes privées, musées y compris.

[8] Ce même jour paraissait dans Time Magazine un article intitulé La mort de l'art en France soulignant que sur le marché international, on pouvait citer des noms chinois, coréens, indiens, anglo-saxons mais pas un nom français. Voir aussi le rapport Quémin publié en 2005.

D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à l'auteur